

Application de l'article 51 du Règlement d'Ordre intérieur du Conseil communal.
"Questions d'actualité"

- T. SCHUERMANS :

Ik zou graag willen hebben over de “Pano”-reportage, die ronduit schandalig en choquerend is. De feiten die daarin aan het licht zijn gebracht vereisen onze volledige aandacht en een kordaat optreden van het beleid.

Monsieur le Bourgmestre :

We hebben in het begin van de gemeenteraad al een kort debat hierover gehad maar u was toen afwezig.

Madame la Présidente :

Madame la Conseillère n'était pas présente lors de la première discussion, elle est donc pleinement en droit de poser sa question maintenant.

B. CHIHI

Je sollicite votre bienveillance et votre tolérance car Madame Schuermans est venue aujourd'hui avec son nourrisson. J'ai d'ailleurs volontairement réduit la durée de mes propres interpellations pour lui permettre de s'exprimer. Son intervention sera brève, je vous demande donc de lui accorder la parole.

Madame la Présidente :

Monsieur Chihi, je vous rappelle que la direction des débats m'appartient mais j'accorde à Madame Schuermans un temps de parole restreint pour formuler son intervention.

T. SCHUERMANS :

Er zijn blijkbaar nog meer lijken uit de kast gevallen. Op dit eigenste moment is in de pers vernomen dat een persoon, die momenteel in de gevangenis van Nijvel zit, en wiens Belgische nationaliteit is ontnomen omwille van zijn daden, rechtstreeks een sociale woning heeft verkregen in Anderlecht. Dit is ronduit absurd!

Mijn vertrouwen in de geloofwaardigheid van het beleid, en specifiek in meneer Mostefa, is volledig weg. Er zijn ontzettend veel mensen voorgetrokken via cliëntelisme. Dit is schandalig en tast de integriteit van de verkiezingen aan. Ik vraag dan ook een totale en duidelijke doorlichting van iedereen die momenteel een sociale woning heeft, om te controleren wie er onrechtmatig voorrang heeft gekregen, ook al duwen we hiermee andere mensen in een onzekere situatie.

Richting het schepencollege stel ik de vraag: hoe kan u meneer Mostefa nog vertrouwen? Gaat hij uit eigen beweging aftreden, of gaat het schepencollege hierover een beslissing nemen? Bij uitbreiding zou ik wensen dat de gemeenteraad kan stemmen over het behoud van zijn mandaat. De situatie is dermate schandalig dat we eigenlijk nieuwe gemeenteraadsverkiezingen zouden moeten organiseren. Meneer Mostefa kan best de eer aan zichzelf houden en opstappen!

Madame la Présidente :

Ce débat a déjà été tenu en début de séance, mais il serait opportun que Monsieur le Bourgmestre apporte une réponse clarifiant ces derniers éléments, un petit résumé à l'attention de Madame Schuermans.

Monsieur le Bourgmestre :

J'ai indiqué que des mises en contexte précises seraient apportées pour chacun des dossiers évoqués, afin que chacun puisse en juger en toute connaissance de cause. Le cas spécifique que vous soulevez aujourd'hui sera intégré à cette analyse détaillée. Celle-ci sera présentée la semaine prochaine lors d'un Conseil d'Administration extraordinaire du « Foyer Anderlechtois », réunion à laquelle pourra participer l'ensemble des Conseillers communaux qui le souhaitent.

- P. POLANCO :

Cette semaine, la presse nous apprend que la dotation régionale "Eau", destinée à compenser les charges communales liées à la distribution et à la collecte des eaux usées, ne sera pas versée en 2026. Pour Anderlecht, cette décision représente un manque à gagner historique de 1 million d'euros, sur un total de 16 millions d'euros pour l'ensemble des Communes bruxelloises.

Il ne s'agit pas d'un simple ajustement technique, mais d'une attaque directe contre les finances communales et, par extension, contre les habitants. Amputer le budget d'Anderlecht d'un million d'euros nous obligera à des coupes sombres dans les services publics essentiels, les écoles ou la propreté !

Tout à l'heure, l'Échevin de la « Propreté » évoquait ses difficultés à boucler son budget. Comment compte-t-il faire face à cette nouvelle réalité, alors que les formations politiques composant la majorité communale soutiennent le Gouvernement régional responsable de cette coupe budgétaire ?

Madame la Présidente :

Je vous rappelle qu'il s'agit d'une question d'actualité et non d'un débat.

P. POLANCO :

Pourtant, je n'ai pas cité le Gouvernement « Arizona ». L'annulation de la dotation régionale "Eau" pour l'exercice 2026 place l'équilibre budgétaire de notre Commune sous une contrainte financière critique. Cette décision de la Région de Bruxelles-Capitale de réallouer ces fonds directement à « Vivaqua » fait peser le coût des choix politiques régionaux sur les Communes et leurs habitants, ce qui s'avère inacceptable au vu de l'explosion de nos besoins sociaux.

Alors qu'Anderlecht venait de présenter un budget en équilibre, ce manque à gagner imprévu d'un million d'euros remet en cause nos projections financières. Face à ce timing particulièrement difficile, je vous adresse la question suivante :

- Quelle stratégie le Collège a-t-il élaborée pour compenser la perte de ce million d'euros sans altérer les services publics essentiels ?

Madame la Présidente :

Vous entamer manifestement un débat, ce n'est plus le moment.

P. POLANCO :

J'insiste sur le fait que nous perdons un million d'euros et que le manque de réaction de la majorité à ce sujet est particulièrement révélateur, c'est une attitude incompréhensible. Si vous deviez gérer le budget de votre propre foyer avec une telle légèreté, vous vous retrouveriez très rapidement en faillite.

Monsieur le Bourgmestre :

C'est effectivement une mauvaise nouvelle et les 19 Communes bruxelloises se sont immédiatement unies pour négocier une solution avec le Gouvernement régional. Si ces démarches intenses ne devaient pas aboutir, aucune décision définitive n'a encore été arrêtée à ce stade. L'arbitrage se fera de manière transparente lors du prochain ajustement budgétaire lors duquel nous examinerons si certaines de nos rentrées fiscales, ou dotations annexes, s'avèrent plus élevées que nos projections initiales, cela afin de résorber ce déficit. Cette situation fera l'objet d'un débat approfondi au sein de notre assemblée pour préserver au mieux nos services publics.